

La conférence de presse de Pierre Mendès France

Cela faisait près d'un an que Pierre Mendès-France n'avait pas tenu de conférence de presse à Paris. A la veille des pourparlers d'Evian, l'ancien Président du Conseil pensait pouvoir traiter de l'ensemble des problèmes posés par la solution que l'on pouvait espérer prochaine du conflit algérien. Les circonstances l'ont obligé à orienter la plus grande partie de son exposé sur les perspectives de négociations après la décision du G.P.R.A. de ne pas se rendre à Evian le 7 avril.

PIERRE MENDES FRANCE devait d'abord souligner que chaque jour qui passe, chaque jour qui prolonge la guerre, empoisonne un peu plus les chances d'une paix dont chacun sait maintenant qu'elle devra bien intervenir tôt ou tard. Chaque jour, des jeunes tombent, dans l'un et l'autre camp, des jeunes dont l'un et l'autre pays auraient le plus grand besoin. « L'heure est venue, dit P. Mendès-France, de renoncer à tout préalable, de se tourner vers l'avenir. Il faut avoir le courage de s'orienter résolument vers la paix ».

Au lieu de cela, que fait le Pouvoir ? Il « finasse » sur le sort de Ben Bella ; tente de ruser avec le titre et les qualités du G.P.R.A. ; se livre à « des exercices de style » à propos du M.N.A., et joue de la technique classique de division des forces nationalistes.

Mais le F.L.N. existe. Le F.L.N. n'est pas seulement un organisme de liaison entre différents groupes de maquisards : le F.L.N. représente réellement l'Algérie au combat, et il est seul à pouvoir le faire.

Si on veut négocier, on ne peut le faire qu'avec ceux qui ont pouvoir de faire cesser les combats.

Il est vrai que le G.P.R.A. n'a acquis que progressivement l'audience dont il jouit aujourd'hui. A l'heure actuelle, comment ne pas voir qu'il a le monopole de l'autorité sur les combattants algériens ? Et comment ne pas voir que la très grande majorité de ceux-ci

s'est ralliée aux positions du F.L.N. ? Même les élus du 13 mai ont reconnu la représentativité du G.P.R.A.

Certes le gouvernement français peut consulter d'autres « tendances » du nationalisme algérien, et des « contacts » peuvent être établis notamment avec Messali Hadj. Mais comment ne pas voir le danger qu'il y a à vouloir ériger artificiellement le M.N.A. en « négociateur », même secondaire ?

Comment peut-on penser négocier avec des hommes qui ne peuvent donner AUCUNE GARANTIE SUR AUCUN DES POINTS EN DISCUSSION ? Le M.N.A. ne peut pas plus garantir l'arrêt des combats que l'avenir de la communauté française.

Aussi aurait-il fallu éviter de « gonfler » artificiellement l'importance véritable du M.N.A. Or qu'a-t-on vu ?

A plusieurs reprises, M. Terrenoire, ministre de l'Information, affirme sa volonté d'entreprendre des pourparlers « avec les différentes tendances y compris le F.L.N. ». Le 26 mars, une dépêche de l'Agence France-Presse parlait de « négociations avec les différents responsables de la rébellion ». Le 27, Tunis répondait sèchement que toute tentative de règlement du conflit algérien, sans la participation du G.P.R.A., ne pouvait conduire qu'à un échec. Le 28, M. Terrenoire voulait « consulter » le M.N.A. Le 30, il était amené à rectifier et parlait de « conversations ». Enfin, ce fut le discours de M. Joxe à Oran et sa réponse à un journaliste : « Je rencontrerai le M.N.A. comme je rencontrerai le F.L.N. »

C'est ainsi que le G.P.R.A. décidait que, « dans l'état actuel des choses, il ne pouvait se rendre à Evian ». Dans le climat de confusion et de manœuvres politiques qui règne depuis un certain temps, la réaction du G.P.R.A. ne pouvait être différente.

Mais, « après nos excès d'habileté », quelles peuvent être les perspectives prochaines ? La rupture des pourparlers avantagera surtout le F.L.N. Elle a signifié l'élimination du M.N.A. de la négociation franco-algérienne. En réponse à une question posée, Pierre Mendès-

France devait préciser qu'il ne s'agissait pas d'une « information inédite » qu'il livrait à la presse, mais d'une conviction profonde qu'il éprouvait personnellement.

Les négociations reprendront probablement. Une rencontre directe pourrait avoir lieu assez rapidement. C'est ce qu'espère vivement Pierre Mendès France car il apparaît de plus en plus clairement que si le dialogue bilatéral n'est pas renoué, alors nous ne pourrions plus éviter la présence de tiers. Des événements récents ont montré que déjà les États-Unis, faisaient figure de médiateurs éventuels, et que d'autres interventions étaient possibles.

Créer les conditions d'une discussion approfondie dans le calme, voilà un des premiers points à réaliser.

Pierre Mendès France a rappelé que jamais personne, ni sous la IV^e République ni sous la Ve n'a osé affronter les ultras. Aussi deviennent-ils de plus en plus insolents. Pourtant, si l'on décidait de s'opposer à leurs menées, on y parviendrait aisément. Et cela ramènerait dans la vie de la nation un climat de calme et de confiance très propice à l'ouverture d'une négociation approfondie. -

De plus, le gouvernement français doit s'engager à reconnaître l'intégrité territoriale du futur État Algérien. Pierre Mendès France a souligné l'illusion dangereuse qu'il y aurait à croire qu'on peut chercher une solution dans la voie du partage de l'Algérie. Cela consisterait, en fait, à abandonner un territoire famélique au futur État Algérien et à conserver pour les colonialistes les terres les <plus> riches.

Aucun algérien ne saurait admettre cette soi-disant solution et cela finirait par une reprise des combats.

L'orateur voit la conduite de la négociation en deux étapes.

D'abord centrer les efforts sur le cessez-le-feu et mettre sur pied un régime transitoire en tenant compte de l'équilibre des forces en

présence. La recherche et la définition de cet équilibre ne seront pas les problèmes les plus simples de cette négociation.

Ensuite, entamer le débat au fond. Déterminer le statut international de l'Algérie. Voir comment pourront être restaurées les libertés publiques, comment s'effectuera la libération des internés et des emprisonnés. Il faudra aussi que chaque homme qui vit en Algérie ait droit à sa propre auto-détermination, que chaque individu puisse choisir librement son destin, que chacun puisse opter soit pour la France, soit pour l'Algérie.

En fait, cette négociation en deux étapes correspond à un souci de ménager une transition pacifique. Cela semble bien préférable à une mutation brusque qui pourrait amener des Européens à agir inconsidérément. Après des années de propagande hystérique, une accalmie est nécessaire pour que se développe un apaisement sans lequel aucune construction durable ne serait possible.

Pierre Mendès France dit enfin un mot des luttes à mener. Il souligne les « lueurs » qui ont marqué, çà et là, un certain réveil de la lutte du peuple français contre la guerre d'Algérie,

Mais, conclut-il, « que ceux qui veulent la paix ne relâchent pas leurs efforts. Je fais appel aux hommes et aux femmes des deux pays pour qu'ils n'abandonnent pas leur sort aux contremarches de leurs dirigeants, pour qu'ils exercent une pression tenace et vigoureuse pour la paix, car les ultras exercent leur pression tenace et vigoureuse pour la guerre. C'est, en dernier ressort, le peuple français souverain qui emportera la victoire de la paix ».

Philippe LAUBREAUX